

Déclaration liminaire :

Nous ne pouvons commencer cette CAP sans aborder la journée du 1er mai. Dans plus de 300 rassemblements et manifestations, la CGT a recensé une participation de plus de 750 000 manifestants. C'est la démonstration que les salariés, retraités, les privés d'emploi, sont déterminés à voir leurs actions conduites dans leurs entreprises, leurs secteurs professionnels, leurs bassins d'emploi, déboucher sur des avancées sociales.

Les dernières provocations du candidat sortant sur le thème du « vrai travail », cinq ans après sa volonté de « remettre la France au travail » ont renforcé la mobilisation des salariés. Les centaines de milliers de manifestants n'ont laissé ni la droite, ni l'extrême droite salir cette journée internationale de luttes, forte de plus d'un siècle d'histoire du mouvement ouvrier, de résistances et de conquêtes sociales. Le mécontentement traduit dans les urnes lors du premier tour des élections présidentielles s'est exprimé dans la rue, pour sanctionner les politiques anti sociales et l'inégalité de la répartition des richesses. Ils ont exprimé aussi leurs attentes fortes pour aujourd'hui et l'avenir de la jeunesse.

Comme en 2002 et 2007, ce premier Mai a été marqué par les élections présidentielles. A chaque fois, notre organisation a pris ses responsabilités pour défendre les intérêts des salariés. C'est pourquoi au lendemain du 1er tour, la CGT s'est tournée vers la réussite d'un puissant 1er Mai.

C'est l'attachement aux valeurs de progrès social et de solidarité entre les travailleurs qui ont encore une fois prévalu devant le danger des divisions et des politiques antisociales.

Le 6 mai, les salariés sont de nouveau appelés aux urnes. Pour la CGT, au vu du bilan et des projets du Président de la République, sa réélection ouvrirait, à coup sûr, une nouvelle séquence de lourds reculs sociaux inspirés des exigences patronales.

Battre Nicolas Sarkozy en élisant un nouveau Président de la République est nécessaire. C'est contribuer à créer un contexte plus favorable aux revendications et au progrès social qui nécessiteront toujours des mobilisations syndicales.

C'est réaffirmer la légitimité de l'action syndicale dans un pays démocratique.

C'est ouvrir de nouvelles possibilités pour intervenir dans la vie de l'entreprise et de la cité.

la suite à télécharger :

fichiers:



[Télécharger dl_et_cr_is_201201.pdf](#) (83.85 Ko)

Public: [CAP A](#)

[Archives CAP \(antérieur à 2018\)](#)

- [=A](#)
- [±A](#)
- [Version imprimable](#)
- [version PDF](#)

Leave this field blank